

# La Banque de développement des Caraïbes aide des sociétés canadiennes à décrocher des contrats dans des points chauds de la planète

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) est une institution financière qui aide les pays des Caraïbes à financer des programmes de développement socio-économique en portant « une attention spéciale et urgente » à la réduction systémique de la pauvreté dans les pays moins développés de la région. À l'heure actuelle, si les entreprises canadiennes tirent parti des occasions offertes par de tels programmes – en décrochant surtout des contrats pour des projets d'assistance technique – c'est parce qu'elles se sont révélées très compétentes dans des projets faisant appel à des aptitudes dans les domaines suivants : études d'impact, études de faisabilité, renforcement des institutions, évaluations environnementales et financières générales ainsi que renforcement des structures environnementales et financières.

## **Table des matières**

---

- 3 Introduction**
- 4 Deux principaux types de projets**
- 4 Acquérir les bonnes compétences**
- 5 Collaboration de Stantec International du Canada avec la BDC**
- 5 Occasions continues et futures**

## Introduction

---

Pour les Canadiens, le mot « Caraïbes » évoque palmiers, vent chaud et mer turquoise : la destination parfaite pour des vacances. Ce qu'ils ne savent pas, dans bien des cas, c'est que les Caraïbes sont aussi un endroit rêvé pour faire des affaires – et un large éventail de projets de développement et d'aide humanitaire peuvent, en plus de procurer de la satisfaction personnelle, générer des occasions d'affaires.

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) finance un grand nombre de ces projets. Établie en 1969, la BDC, dont le siège se trouve à la Barbade, est une institution financière qui aide les pays des Caraïbes à financer des programmes de développement socio-économique en portant une attention spéciale et urgente à la réduction systémique de la pauvreté dans les pays moins développés de la région. Outre les 18 pays des Caraïbes et trois autres pays de la région (Colombie, Mexique et Venezuela), ses membres comptent six pays de l'extérieur, dont le Canada, le Brésil, la Chine, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Tammy Griffith, déléguée commerciale au Haut-commissariat du Canada à la Barbade et responsable d'aider les sociétés canadiennes à obtenir un financement accru auprès des organismes de financement internationaux, affirme que les politiques de la BDC sont similaires à celles d'autres banques de développement. Le montant du financement dépend de la nature du projet et peut varier considérablement. Les principaux objectifs de la BDC sont les suivants :

- aider les pays emprunteurs à faire le meilleur usage possible de leurs ressources, à développer leur économie et à accroître la production et le commerce;
- promouvoir l'investissement privé et public, encourager le développement du secteur financier dans la région et faciliter les activités et l'expansion commerciales;
- mobiliser des ressources financières à l'intérieur et à l'extérieur de la région aux fins de développement;
- apporter une assistance technique à ses membres emprunteurs régionaux;
- soutenir les institutions financières régionales et locales et un marché régional pour le crédit et l'épargne;
- soutenir et stimuler le développement des marchés financiers dans la région.

« Le Haut-commissariat aide à faire prendre conscience aux sociétés canadiennes des occasions de toutes sortes qui leur sont offertes grâce à la BDC », affirme M<sup>me</sup> Griffith. Citons, à titre d'exemples, le partage d'information avec des collègues régionaux et canadiens, avec des associations industrielles canadiennes et par l'entremise de bureaux de liaison d'entreprises privées établis dans sept provinces.

Lorsqu'une société s'intéresse à un projet, elle peut communiquer directement avec l'organisme d'exécution ou contacter M<sup>me</sup> Griffith pour obtenir plus d'information. « Nous leur disons comment faire pour s'inscrire auprès de la BDC, les aidons à trouver des partenaires locaux ou leur expliquons comment on fait des affaires dans les Caraïbes », dit-elle.

L'un des conseils les plus à propos que M<sup>me</sup> Griffith donne à ces entreprises est d'accroître leur visibilité sur le marché. Comme il revient aux organismes d'exécution responsables de la gestion des projets de choisir la compagnie qui obtiendra un contrat, il est très important pour eux de bien connaître la compagnie et de savoir ce qu'elle peut accomplir, et si elle est sérieuse. Dans les Caraïbes, il est important d'établir des relations car cela peut aider entre autres à mieux comprendre la culture d'affaires.

## Deux principaux types de projets

---

Selon M<sup>me</sup> Griffith, il y a deux principaux types de projets dans lesquels des sociétés canadiennes peuvent s'engager : des projets d'assistance technique et des projets d'immobilisations. À l'heure actuelle, si les entreprises canadiennes ont tendance à décrocher davantage de contrats pour des projets d'assistance technique, c'est parce qu'elles se sont révélées très compétentes dans des projets faisant appel à des aptitudes dans les domaines suivants : études d'impact, études de faisabilité, renforcement des institutions, études environnementales et financières générales et renforcement des structures environnementales et financières. Les entreprises continuent de manifester plus d'intérêt pour ces projets que pour les projets d'immobilisations. De plus, le Canada a maintenu un fonds de collaboration technique (Technical Cooperation Fund ou TCF) financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et qui était réservé aux sociétés canadiennes seulement. Ce fonds est maintenant pleinement engagé et ne sera pas réalimenté afin de respecter la nouvelle politique de l'ACDI en matière d'aide non liée.

« Les sociétés canadiennes ont également démontré leurs compétences pour des projets d'immobilisations, mais la concurrence pour ces projets est très forte, dans les pays membres emprunteurs et non-emprunteurs. Cependant, en dépit de la concurrence accrue, on encourage les sociétés à soumissionner sur ces projets afin que le savoir-faire canadien dans ce secteur soit aussi reconnu que le savoir-faire technique », dit M<sup>me</sup> Griffith. Elle fait remarquer qu'un certain nombre de projets d'immobilisations ont récemment été octroyés à des sociétés canadiennes, et son bureau espère que ce nombre augmentera dans un avenir prochain.

## Acquérir les bonnes compétences

---

Chaque projet a des exigences qui lui sont propres, et M<sup>me</sup> Griffith affirme que la BDC et les organismes d'exécution recherchent certaines compétences fondamentales pour chaque type de projet. Ces compétences comprennent généralement :

- Compétences techniques
- Qualifications
- Expérience locale et régionale pour des mandats similaires
- Capacité financière
- Engagements actuels
- Détenu à plus de 50 % par un pays membre de la BDC admissible (le Canada en est un)
- Autonome du point de vue juridique et financier

## Collaboration de Stantec International du Canada avec la BDC

Stantec Consulting a une longue feuille de route et un bilan très éloquent. Fière d'avoir vu le jour et d'avoir grandi à Edmonton, la société d'ingénieurs-conseils de 55 ans emploie près de 12 000 personnes et a des bureaux au Canada et aux États-Unis. Ayant mené des projets dans 90 pays, la société primée compte 130 bureaux en Amérique du Nord seulement, et ses actions sont inscrites à la cote du TSX et du NYSE.

Stantec œuvre dans quelque 20 disciplines de l'ingénierie et de la construction, ses activités s'étendent à « l'eau que nous buvons, aux routes que nous empruntons, aux édifices que nous visitons, aux industries où nous travaillons, ainsi qu'aux quartiers où nous vivons ».

### Occasions continues et futures

Les besoins de développement actuels et émergents dans les Caraïbes offrent des occasions dans bon nombre de domaines généraux.

- Aménagement et modernisation des aéroports et des ports de mer
- Éducation (projets techniques et projets d'immobilisations)
- Entretien des routes
- Modernisation de l'agriculture
- Renforcement des institutions

Comme la région des Caraïbes est située dans la zone des ouragans, elle est balayée chaque année par de puissantes tempêtes. Les dommages causés par ces ouragans peuvent nécessiter la mise sur pied de projets de construction, de voirie, de remise en état des côtes, et autres.

Cependant, certains des projets les plus gratifiants que mène la société, affirme Rick Prentice, vice-président de Stantec, sont les projets de développement, y compris ceux menés dans les Caraïbes. « C'est très satisfaisant de construire un hôpital ou une école au Canada ou dans un pays développé, dit M. Prentice. Mais, lorsque vous pouvez mettre vos compétences au service des pays en développement pour les aider à se développer, vous en retirez une satisfaction encore plus grande. »

Récemment, Stantec a travaillé avec la Banque de développement des Caraïbes (BDC) à la réalisation d'un projet visant à examiner et à documenter l'état des 77 écoles primaires de Sainte-Lucie, et a soumis au gouvernement du pays des recommandations et une estimation des coûts de réparation.

« Nous avons passé trois ou quatre semaines à faire le tour des écoles du pays. Les cartes dont nous disposions pour nous y rendre n'étaient pas toutes à jour, se souvient Marshall Opyr, directeur de projets à Stantec. L'état de certaines écoles laisse franchement à désirer parce que le gouvernement, à l'heure actuelle, donne

à chaque école un peu d'argent pour l'entretien, et que ce sont les directeurs qui administrent le budget de leur école. Mais si les directeurs ont reçu une formation en éducation, ils n'ont aucune expérience pour commander des matériaux et des pièces, ni le temps de superviser les ouvriers. » Stantec a donc élaboré des programmes de maintenance et de remise en état des lieux, et a également recommandé la construction d'un entrepôt de pièces et de matériaux de manière à maintenir la qualité et la cohérence.

Stantec a obtenu et réalisé de nombreux contrats pour des projets de développement au fil des ans. La société doit une partie de son succès à une approche d'équipe misant sur le développement durable. « Nous formons une solide équipe, et nous sommes des spécialistes certifiés LEED qui encourageons aussi nos clients à agir en songeant à l'avenir. » Dans plusieurs pays, la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) est la norme reconnue d'évaluation de la durabilité des bâtiments.

Certes, les projets de développement peuvent être gratifiants, mais une société a besoin d'être prête à mener ce genre de projets dans les Caraïbes également, avec tous les défis que cela comporte, ajoute M. Opyr, l'un des plus gros étant la bureaucratie. « Tout progresse beaucoup plus lentement que ce à quoi nous sommes habitués, dit-il. Cela semble parfois prendre un temps fou pour que des décisions soient prises et pour être payé. » Pour éviter ce problème, M. Opyr recommande l'établissement de communications régulières avec toutes les parties prenantes. « Téléphonnez-leur, envoyez-leur des courriels et encouragez-les, et faites tout ce que vous pouvez pour les aider à accélérer un peu les choses. »

Les communications et les rencontres régulières contribuent aussi à assurer que tout le monde est sur la même longueur d'ondes, dit M. Opyr. « Il arrive parfois que les parties en cause n'aient pas toutes bien compris ce qui doit être fait. Il peut arriver aussi que leurs objectifs soient différents. Les rencontres bien planifiées et efficaces permettent de s'assurer que tous poursuivent les mêmes objectifs avant que ne débute le projet. En même temps, vous pouvez signaler des choses auxquelles certains n'ont peut-être pas pensé. »

La capacité de travailler avec différentes cultures est aussi un avantage. « Il se peut que les coutumes et valeurs de la culture locale soient très différentes des vôtres », dit M. Prentice. Mais tâchez de ne pas imposer vos valeurs. Nous travaillons souvent avec des collaborateurs et des consultants locaux qui connaissent la culture et savent comment travailler là-bas. Plus vous cumulerez de projets, mieux vous comprendrez la culture locale et plus les gens sur place apprendront à vous connaître. »

Faire affaire avec des banques de développement multinationales comme la Banque de développement des Caraïbes peut aider une société à surmonter certains obstacles. « Les gens qui travaillent dans des banques de développement suivent des processus fiables qui aident à surmonter les différences culturelles, sans compter que cette aide offre plus de transparence. Il y a une foule d'avantages à travailler avec ces banques. »

## **La BDC, la BID et la BM : comment s’y retrouver?**

La BDC, la BID et la BM sont trois institutions vouées à lutter contre la pauvreté, mais chacune a un modus operandi qui lui est propre et des modes de collaboration privilégiés.

**La Banque de développement des Caraïbes (BDC)** contribue au financement de projets des secteurs public et privé visant spécifiquement le développement économique de ses 18 pays emprunteurs membres. Son objectif est de « contribuer à la croissance et au développement économique harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. » La BDC finance des projets dans un large éventail de domaines, dont l’agriculture, le marketing, la fabrication, les mines, le raffinage, les transports, l’habitation, l’éducation, les infrastructures et les services liés au développement de ces secteurs économiques, ainsi que la gestion des déchets, la protection de l’environnement et la lutte contre la pauvreté.

**La Banque interaméricaine de développement (BID)** a comme mandat de favoriser la croissance économique et l’intégration régionale des pays d’Amérique latine et des Antilles. De concert avec les pouvoirs publics et le secteur privé, elle met à profit des moyens durables et respectueux de l’environnement pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l’équité sociale. Le Groupe de la BID est composé de la Banque interaméricaine de développement, de la Société interaméricaine d’investissement (SII) et du Fonds multilatéral d’investissement (MIF). La SII concentre son aide sur les petites et moyennes entreprises, tandis que le MIF travaille à promouvoir la croissance du secteur privé, surtout par l’entremise des microentreprises, au moyen de dons et d’investissements. Au rang de ses priorités viennent le développement de sources d’énergie renouvelable, l’amélioration des infrastructures (surtout dans les domaines de l’eau et de l’assainissement) et la mobilisation du secteur privé grâce à des incitatifs du marché et des partenariats. La BID accorde à ses membres des prêts et des subventions à des taux d’intérêt concurrentiels, en plus de leur offrir des services de recherche, des conseils et de l’assistance technique. La Banque dessert des gouvernements centraux, provinciaux et municipaux, des entreprises privées ainsi que des organisations non gouvernementales.

**Quant à la Banque mondiale (BM)**, il s’agit d’une institution internationale qui fournit de l’aide financière et technique aux pays en développement pour qu’ils puissent réaliser des programmes de développement, comme construire des ponts, des routes et des écoles, afin de réduire la pauvreté. Au cours des dernières décennies, la BM a effectué un virage vert et commencé à privilégier les projets de développement durable. La BM englobe la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l’Association internationale de développement (AID). Organisation sans but lucratif axée sur le marché, la BIRD accorde des prêts à bas taux d’intérêt, tandis que l’AID – dont le capital provient de subventions versées par les membres les plus prospères de la BM – accorde des dons et des prêts sans intérêt

à des pays pauvres. Les prêts peuvent servir à financer des projets de développement ou des réformes des politiques et des institutions. Les projets proposés sont évalués selon une grille de critères économiques, financiers, sociaux et environnementaux. La BM verse également des subventions pour faciliter la réalisation de projets de développement en coopération réunissant des organisations et des partenaires locaux, comme des projets d'immunisation et des initiatives de réduction des gaz à effet de serre.

### **La collaboration**

De tout temps, la collaboration entre ces organismes et d'autres a été un facteur clé de la réalisation des objectifs de développement. Ainsi, la BDC et la BID entretiennent des liens étroits, qui font en sorte que la BDC peut faire profiter ses membres de prêts et de ressources techniques fournis par la BID, même s'ils ne sont pas membres de la BID. Tout récemment, soit en mai 2009, les grandes banques multilatérales de développement ont annoncé une initiative de collaboration de deux ans visant à contrer les effets de la crise économique dans les pays des Antilles et d'Amérique latine. En plus de coordonner une batterie de mesures pour compenser les effets de la crise et stimuler la croissance économique, d'une valeur de 90 milliards de dollars US, la BDC, la BID et la BM, avec le concours de la Corporación Andina de Fomento (CAF) et de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), mettront sur pied un réseau de partenariats pour maximiser l'impact de leurs efforts collectifs et chercher d'autres moyens de protéger les progrès réalisés à ce jour dans le domaine de l'économie et de l'équité sociale.

Le présent document est une compilation de renseignements accessibles au public. Il ne vise aucunement à donner des conseils précis et ne devrait pas être consulté dans cette optique, car son but est simplement d'offrir un tour d'horizon. Il serait donc malavisé d'agir ou de prendre une décision sans avoir fait une recherche approfondie indépendante et obtenu des conseils d'un professionnel sur le sujet précis traité. Bien qu'Exportation et développement Canada (EDC) ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, EDC ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. EDC n'est aucunement responsable des pertes ou dommages occasionnés par une inexactitude, une erreur ou une omission dans ce contenu. Le présent document ne vise aucunement à donner des avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin. Pour obtenir ce genre de conseils, il est recommandé de consulter un professionnel compétent.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2009. Tous droits réservés.